

MONTHLY HOUSE VIEW

JUIN 2026

Tensions mondiales,
nouvelles couleurs :
Focus sur l'Amérique latine

01	ÉDITORIAL L'IA plus puissante que la guerre	P3
02	MACROÉCONOMIE & STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT La nouvelle géographie de l'inflation	P4
03	FOCUS Le potentiel économique de l'Amérique latine	P8
04	PERSPECTIVES DE MARCHÉ Tensions mondiales, nouvelles couleurs : Focus sur l'Amérique latine	P10
05	MARKET MONITOR Aperçu des données de marché	P12
06	DÉCOUVREZ L'ÉQUIPE	P13
07	GLOSSAIRE	P14
08	AVERTISSEMENT	P15



**Delphine
DI PIZIO TIGER**

Deputy Global Head of
Investment Management



**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist

Chère lectrice, Cher lecteur,

« Je n'aurais jamais pensé voir autant d'années de productivité aussi élevée », c'est le rapport d'étonnement de Jerome Powell, président sortant de la Réserve fédérale (Fed), après quasiment neuf années passées à la tête de l'institution. En effet, la productivité progresse à un rythme de 2 % ces dernières années, soit le double de celui observé dans les années 2010.

Il est prématuré d'attribuer cette performance à l'intelligence artificielle (IA) : ChatGPT n'a été révélé au monde qu'en novembre 2022 et la généralisation des agents IA dans les entreprises ne s'est accélérée que très récemment. Bien que l'impact de l'IA sur les statistiques de productivité puisse prendre plusieurs années à se manifester, les marchés financiers ont d'ores et déjà intégré cette anticipation. Jusqu'à présent, le principal impact macroéconomique perceptible du boom de l'IA concerne l'investissement des entreprises.

Dès lors, d'où vient l'accélération exceptionnelle de la productivité américaine ? Au-delà de la remarquable capacité d'adaptation dont font preuve les États-Unis, la réponse est relativement simple ; elle provient en partie de leur indépendance énergétique ! La révolution du pétrole et du gaz de schiste des années 2010, fondée sur la fracturation hydraulique, a métamorphosé les États-Unis : autrefois premiers acheteurs de pétrole et de gaz ils en sont devenus les premiers producteurs. Aujourd'hui, le gaz naturel constitue la principale source d'électricité du pays, représentant environ 41 % de la production nationale en 2025 selon la Administration d'information sur l'énergie des États-Unis (EIA). L'électricité, pilier de tous les secteurs économiques, est en moyenne deux fois moins chère pour les Américains que pour les Européens, et un tiers moins cher que pour les Japonais. Cette abondance et ce faible coût permettent aux travailleurs et aux machines de produire à pleine capacité, sans trop se soucier de la consommation d'énergie.

Le problème, c'est que les énergies fossiles sont les énergies du passé. Les analystes anticipent un doublement des besoins énergétiques liés à l'IA aux États-Unis sur deux ans, une tendance déjà intégrée par le marché, comme en témoigne l'accélération des cours des actions des entreprises spécialisées dans les énergies à faible émission de carbone, notamment les renouvelables. L'intérêt majeur de ces entreprises réside dans le fait qu'elles affichent l'un des coûts moyens actualisés de l'électricité (*Levelised Cost of*

*Electricity*¹, *LCOE*) les plus faibles du secteur, ce qui leur confère un avantage compétitif significatif. La récente méga-fusion entre NextEra et Dominion illustre cette dynamique : deux tiers du chiffre d'affaires de NextEra proviennent déjà des énergies renouvelables (éolien et solaire). Grâce à cette acquisition, l'entreprise américaine, déjà premier producteur mondial d'électricité éolienne et solaire, élargit son portefeuille, notamment dans le nucléaire.

Le gouvernement chinois, de son côté, a fait un choix radicalement différent du gouvernement américain. Alors que les énergies fossiles, notamment le charbon, représentaient plus de 80 % de son mix électrique jusqu'en 2010, elles représenteraient moins de 60 % en 2026 (soit un niveau comparable à celui des États-Unis). La Chine est désormais le premier producteur mondial de panneaux solaires, le premier marché éolien et le principal investisseur dans les réseaux électriques et le stockage. Elle ne se contente pas de dominer la production : elle contrôle toute la chaîne industrielle. La transition énergétique s'accélère !

Les catalyseurs de l'accélération de la transition énergétique sont en grande partie liés à l'essor de l'IA et à la recherche d'autonomie stratégique, accentuée par l'instabilité géopolitique. Si l'impact de l'IA ne se traduit pas encore directement dans la productivité américaine, elle domine néanmoins les centres d'intérêt des investisseurs sur les marchés actions, reléguant au second plan le contexte géopolitique. Ainsi, même si les taux atteignent des sommets oubliés depuis longtemps, ce qui mettra la pression sur Kevin Warsh (nouveau président de la Fed entré en fonction à la mi-mai), l'IA s'impose aujourd'hui comme un moteur plus puissant que la géopolitique et un relais certain de productivité.

Dans cette édition, nous reviendrons sur notre scénario macroéconomique, qui demeure résilient malgré un ajustement à la hausse des prévisions d'inflation. Nous soulignerons également la réaction contrastée des marchés, caractérisée par une décorrélation entre les différentes classes d'actifs et les zones géographiques. Un focus particulier sera consacré à l'Amérique Latine et l'intérêt d'investir dans la dette des marchés émergents.

Toute l'équipe de rédaction se joint à nous pour vous souhaiter une agréable lecture !

¹En français : Coût nivelé de l'énergie.



Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation



Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

L'inflation post-pandémie est désormais une histoire fragmentée, façonnée par le mélange unique d'énergie, de travail, de technologie et de politique propre à chaque région. Bien que nous considérons la vague actuelle d'inflation comme principalement transitoire, la persistance des perturbations de l'approvisionnement énergétique accroît le risque de pressions inflationnistes plus durables et de réponses divergentes des banques centrales. Les marchés obligataires suivent de plus en plus ces risques, tandis que les marchés actions restent soutenus par l'accélération du *momentum* de l'intelligence artificielle (IA).

SCÉNARIO MACROÉCONOMIQUE

Les prix des matières premières demeurent volatils alors que le jeu de conjectures autour du détroit d'Ormuz se poursuit. Nous avons prolongé la période de stress maximal dans nos prévisions pétrolières, augmentant notre hypothèse de prix moyen du pétrole de 86 à 91 euros par baril, tout en maintenant qu'une normalisation progressive vers 80 euros reste le scénario le plus probable à moyen-terme. Cependant, chaque semaine supplémentaire de perturbation accroît les risques d'inflation via les cicatrices sur les infrastructures énergétiques liées aux répercussions iraniennes, la hausse des coûts de transport, les perturbations des chaînes d'approvisionnement et l'augmentation des primes de sécurité. Par ailleurs, la sortie des Émirats arabes unis de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) – susceptible d'augmenter l'offre future et de peser sur les prix à moyen-terme – réduit encore les incitations à de nouveaux investissements pétroliers, alors que le nombre de plateformes pétrolières et gazières américaines reste globalement stable.

DES ANTICIPATIONS D'INFLATION ANCRÉES AUX ÉTATS-UNIS

En tant que grand producteur d'énergie, les États-Unis restent moins exposés aux perturbations de l'offre mondiale, bien que les prix de l'essence aient fortement augmenté depuis le début de l'année (en hausse de près de 2 à 3,74 dollars par gallon). La hausse des prix de l'énergie a fait progresser l'inflation globale d'un point de pourcentage en avril (à 3,8% en glissement annuel). Cependant, nous continuons à anticiper une normalisation relativement

rapide de l'inflation américaine à mesure que les prix du pétrole se détendent et que les effets des droits de douane s'inversent progressivement. Nous estimons que les droits de douane ont augmenté l'inflation d'environ 0,8% en 2025. Cet effet se résorbera mécaniquement en 2026, notamment après la décision de la Cour suprême de février 2026 de supprimer les droits de douane mise en place par le biais de l'International Emergency Economic Powers Act (IEEPA), ce qui abaissera encore le taux moyen des droits de douane.

L'inflation sous-jacente américaine devrait rester quelque peu persistante, reflétant la poursuite des investissements liés à l'IA et les effets de second tour de la hausse des prix de l'énergie et des produits chimiques importés. Toutefois, le contexte macroéconomique général demeure relativement non-inflationniste. Les conditions du marché du travail restent stables, tandis que la hausse des rendements obligataires continue de peser sur l'activité et les prix immobiliers. Malgré une légère révision à la baisse de la croissance, l'économie américaine continue de bénéficier de consommateurs résilients (avec des ventes au détail en hausse de +4,9% en glissement annuel en avril) et d'investissements robustes dans l'IA, notamment via l'augmentation continue des dépenses des grandes entreprises technologiques. Nous anticipons une baisse supplémentaire du taux directeur de la Réserve fédérale (Fed) en 2026, bien que la probabilité d'un report de l'assouplissement à 2027 ait augmenté ce mois-ci. Il est important de noter que nous considérons toujours le risque d'une reprise des hausses de taux de la Fed comme limité, compte tenu des anticipations d'inflation ancrées et d'un marché du travail encore relativement équilibré. Sur le plan politique, nous surveillons les risques d'un

nouveau plan budgétaire de l'administration américaine à l'approche des élections de mi-mandat, alors que le Président Trump concède du terrain dans les sondages, semblant perdre à la fois la Chambre et le Sénat en novembre.

ZONE EURO : BCE EN ACTION

La zone euro fait face à une dynamique inflationniste plus complexe en raison de sa plus grande dépendance à l'énergie importée et d'une transmission plus rapide des coûts d'intrants vers les prix à la consommation. L'inflation d'avril s'est établie à 3% en glissement annuel, tandis que la hausse des prix de l'énergie continue d'alimenter les prix alimentaires et ceux des biens industriels. De nombreuses enquêtes européennes font état d'intentions de hausse des prix de vente. Toutefois, l'affaiblissement des marges des entreprises et un marché du travail plus souple devraient limiter les effets de second tour sur les salaires. La croissance du PIB a déçu au premier trimestre 2026, tandis que les exportations et les commandes manufacturières continuent de s'essouffler. Une résilience temporaire de l'activité pourrait émerger des commandes anticipées avant les perturbations attendues de l'offre. Cependant, les consommateurs deviennent de plus en plus prudents, les prix élevés devant peser sur la consommation – mais probablement pas autant que le suggèrent les résultats très pessimistes des enquêtes. Le soutien budgétaire reste limité par rapport à 2022, bien que les dépenses de défense soient appelées à augmenter suite au virage budgétaire de l'Allemagne et au programme Agir pour la sécurité de l'Europe (SAFE) de l'UE. Depuis le début du conflit iranien, la Banque centrale européenne (BCE) adopte un ton plus restrictif alors que les risques de persistance de l'inflation augmentent. Nous anticipons désormais une hausse de la BCE lors des réunions des 11 juin et 23 juillet.

Une seule hausse ne semble pas suffisante pour stabiliser les anticipations d'inflation, surtout si les prix du Brent restent juste en dessous de 100 dollars par baril en juillet (comme prévu dans notre scénario central). Nous pensons que ces hausses seront temporaires, servant de « hausses de précaution » déjà largement anticipées par les conditions de financement du marché et donc leur impact sur la croissance devrait être limité.

ASIE : RÉSILIENCE AVEC DES RISQUES D'INFLATION INÉGAUX

La dynamique inflationniste en Asie demeure plus hétérogène. La Chine continue de bénéficier de stocks importants de pétrole brut et d'une moindre intensité énergétique, tandis que les entreprises publiques absorbent la transmission de la hausse des prix de l'énergie vers l'inflation à la consommation. La croissance des prix à la production en Chine, toutefois, est redevenue positive pour la deuxième fois depuis septembre 2022 (à 2,8% en glissement annuel) en avril. Dans l'ensemble de la région, la hausse des coûts d'intrants et les perturbations des chaînes d'approvisionnement deviennent plus visibles. Les gouvernements sont de plus en plus confrontés à un arbitrage entre soutien à la croissance, maîtrise de l'inflation et gestion des déficits budgétaires – repoussant effectivement une partie du coût du choc dans le temps. Le Japon reste plus exposé aux pressions inflationnistes importées, avec des anticipations d'inflation à long-terme plus élevées, augmentant la probabilité d'un resserrement supplémentaire de la Banque du Japon cette année. Globalement, le contexte macroéconomique en Asie demeure relativement résilient pour ceux exposés à la chaîne d'approvisionnement des semi-conducteurs liés à l'IA, mais les trajectoires d'inflation deviennent de plus en plus fragmentées dans la région.



LES CONSOMMATEURS DE LA ZONE EURO anticipent une INFLATION SUPÉRIEURE À 3% l'an prochain

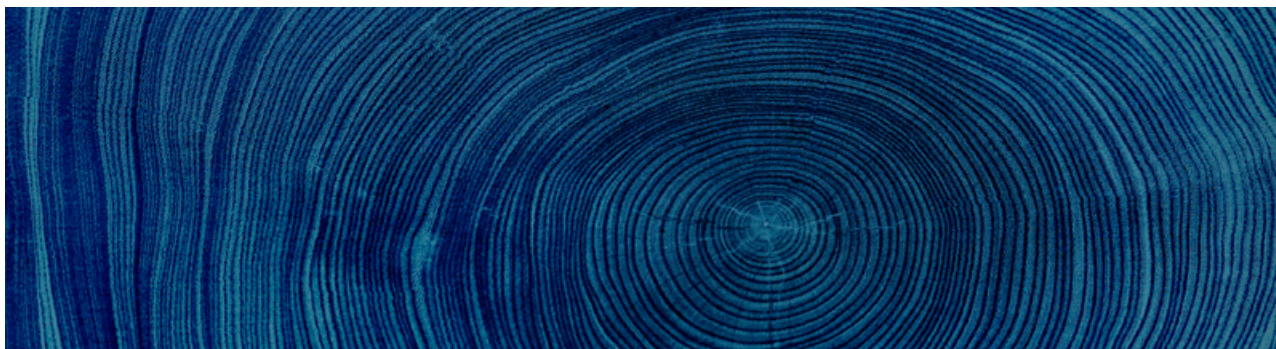
TABLEAU 1 : PRÉVISIONS MACROÉCONOMIQUES 2025-2027, %

● Prévisions à la baisse depuis la dernière édition

● Prévisions à la hausse depuis la dernière édition

	PIB %			INFLATION %		
	2025	2026	2027	2025	2026	2027
États-Unis	2,2 %	2,1 %	2,0 %	2,7 %	3,4 %	2,3 %
Zone euro	1,6 %	0,8 %	1,0 %	2,1 %	3,5 %	2,4 %
Chine	4,9 %	4,6 %	4,3 %	0,2 %	0,8 %	1,3 %
Japon	1,2 %	0,5 %	1,0 %	3,2 %	2,0 %	2,3 %

Source : Indosuez Wealth Management.



Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

NOS CONVICTIONS EN MATIÈRE D'ALLOCATION D'ACTIFS

L'année du Cheval de feu confirme, à ce stade, les anticipations formulées dans notre [Global Outlook 2026](#). Après la correction des marchés provoquée par l'escalade du conflit au Moyen-Orient, l'annonce d'un cessez-le-feu et l'ouverture de négociations ont favorisé une détente relative de la volatilité. Cette stabilisation demeure néanmoins fragile et s'accompagne d'un découplage marqué entre classes d'actifs et zones géographiques. Les marchés de taux restent dominés par les conséquences macroéconomiques du choc énergétique, entraînant une hausse significative des rendements et une correction des prix des obligations. À l'inverse, les marchés actions continuent de bénéficier de fondamentaux solides, soutenus notamment par la dynamique de l'intelligence artificielle (IA), avec toutefois des divergences sectorielles et régionales persistantes.

ACTIONS

Nous conservons une vision constructive sur les actions, même si le potentiel de progression à court terme pourrait rester limité dans un environnement géopolitique incertain et de taux durablement élevés. Nos convictions régionales demeurent néanmoins solides et reposent sur l'analyse des trajectoires économiques et des fondamentaux des entreprises.

Dans ce cadre, nous maintenons une exposition importante aux actions américaines dans nos allocations. En effet, la résilience de l'économie américaine et sa moindre dépendance énergétique continuent de soutenir l'attractivité relative de ce marché par rapport aux autres zones développées. Les grandes capitalisations technologiques témoignent de résultats solides confirmant la robustesse de leurs modèles économiques en poursuivant des investissements massifs. Selon nous, ces entreprises demeurent des actifs de qualité, dotées d'un fort pouvoir de fixation des prix et d'une capacité d'innovation, en mesure de soutenir durablement la croissance des bénéficiaires et la performance des indices actions américains.

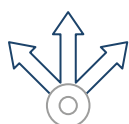
Les actions émergentes conservent également notre préférence. Les marchés asiatiques offrent un profil de diversification attractif et une exposition privilégiée à l'IA via la Corée du Sud, Taïwan et la Chine. Cette allocation demeure financée par une sous-pondération du Japon, confronté à des contraintes monétaires persistantes et à une forte dépendance énergétique.

Enfin, nous conservons une approche plus prudente sur les actions européennes après avoir réduit notre exposition lors du rebond printanier. La région reste davantage exposée aux effets du choc énergétique, dont l'impact devrait continuer de se diffuser dans l'économie. Si le poids du secteur énergétique peut soutenir partiellement les révisions bénéficiaires, une croissance plus faible et des conditions financières restrictives pourraient pénaliser les segments cycliques et domestiques, à l'image des petites et moyennes valeurs. Nous privilégions ainsi les grandes capitalisations et les thématiques liées à l'autonomie stratégique européenne (énergies renouvelables, défense, matériaux critiques).

MARCHÉS DE TAUX ET DE CRÉDIT

L'environnement obligataire demeure complexe, marqué par des pressions inflationnistes conduisant certaines banques centrales à adopter un discours plus restrictif. Dans ce contexte, les obligations souveraines ne jouent plus leur rôle d'actifs de couverture. Les trajectoires budgétaires dégradées des principales économies développées limitent également l'attractivité de la classe d'actifs. Nous maintenons ainsi une sous-sensibilité aux taux dans nos portefeuilles diversifiés. Les maturités courtes et intermédiaires en zone euro intègrent toutefois une part importante du choc inflationniste et peuvent selon nous offrir des opportunités tactiques de réallocation.

Au sein du crédit, nous maintenons une opinion favorable sur la dette d'entreprise européenne de qualité. Ce segment a démontré une bonne résilience face



Un **DÉCOUPLAGE**
marqué entre
les **CLASSES**
D'ACTIFS

à la volatilité récente, soutenue par des fondamentaux techniques solides et des niveaux de rentabilité préservés. La demande des investisseurs en quête de rendement continue de soutenir la classe d'actifs. Le crédit *investment grade* libellé en dollar présente un profil plus contrasté en raison notamment de la concentration croissante des émissions dans le secteur technologique qui pourrait représenter une vulnérabilité à moyen terme.

Enfin, les dettes émergentes en devises locales (Perspectives de marché, page 10) conservent un profil attractif grâce à des rendements réels élevés, même si cette classe d'actifs reste exposée à des épisodes de volatilité dans l'environnement actuel.

DEVISES

Le dollar américain devrait continuer de bénéficier d'un soutien à court terme tant que les incertitudes géopolitiques persisteront. Cette résilience reflète à la fois son statut de valeur refuge et le différentiel de dynamique macroéconomique entre les États-Unis

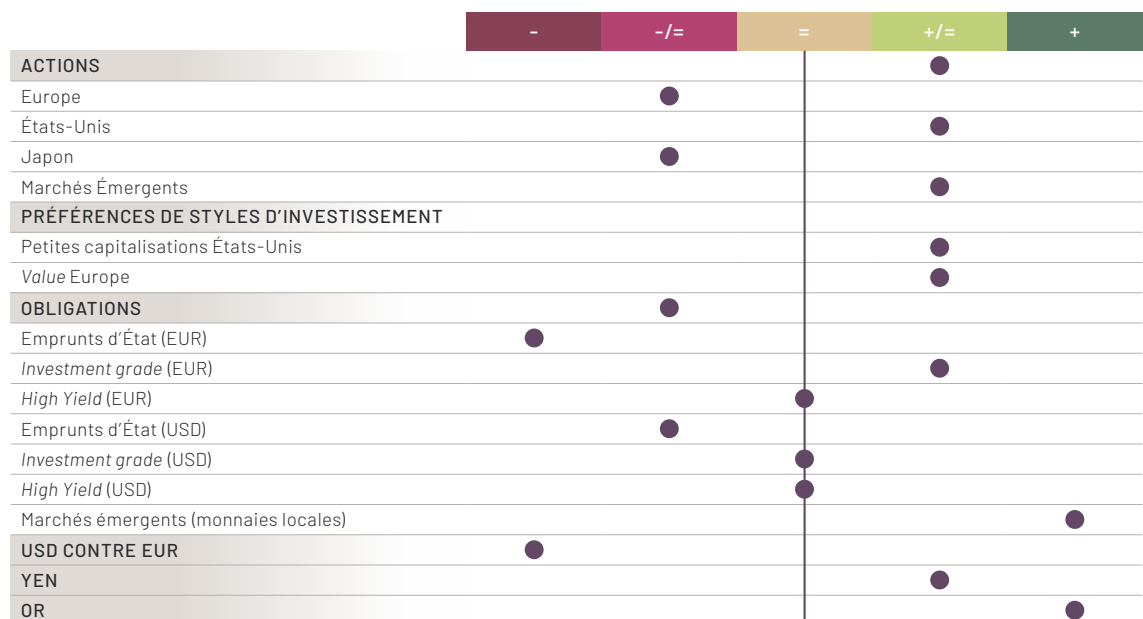
et la zone euro. À moyen terme, toute amélioration durable du contexte international pourrait néanmoins relancer la tendance baissière du billet vert, portée par la diversification progressive des réserves des banques centrales et des investisseurs hors des actifs américains.

Le yen japonais reste pénalisé par la dépendance énergétique du Japon et par son rôle de devise de financement dans les stratégies de portage. Cependant les récentes déclarations des autorités japonaises témoignent d'une tolérance plus limitée face à la poursuite de sa dépréciation.

Enfin, l'or peine à prolonger sa progression à court terme, affecté par la vigueur du dollar et la révision des anticipations de politique monétaire bien que les fondamentaux structurels demeurent solides (dédollarisation, diversifications des réserves de changes) et soutenus par le contexte géopolitique, ce qui nous conduit à conserver une opinion positive sur le métal jaune à moyen terme.

CONVICTIONS CLÉS – POSITION TACTIQUE

● 13.05.2026



Source : Indosuez Wealth Management.

Le potentiel économique de l'Amérique latine



Michael VANDER ELST
Head of Emerging Markets
Fixed Income
Degroof Petercam
Asset Management

L'Amérique latine et les Caraïbes (ALC) connaissent un regain d'importance économique, porté par des exportations de matières premières robustes, une demande croissante de minéraux critiques et l'évolution des dynamiques mondiales du commerce et de l'investissement. S'étendant du Mexique et des Caraïbes jusqu'à l'Argentine et au Chili, la région bénéficie de ressources naturelles considérables et d'une pertinence géopolitique accrue, la positionnant pour une croissance soutenue malgré l'incertitude mondiale.

RICHESSSE EN RESSOURCES ET OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

La force économique de la région repose solidement sur l'abondance de ses ressources naturelles. En 2025, les exportations de biens ont augmenté d'environ 6,4 %, portées par des volumes accrus de métaux tels que l'or, le cuivre et l'argent, ainsi que par des exportations agricoles résilientes. L'Amérique latine représente plus de la moitié de la production mondiale d'argent, environ 40 % du cuivre et près d'un tiers de la production de lithium. Cette base de ressources constitue un socle solide pour les revenus d'exportation et continue d'attirer les investissements, notamment alors que la demande s'accélère pour l'énergie propre et l'électrification.

Le « Triangle du lithium » composé de l'Argentine, du Chili et de la Bolivie détient plus de 60 % des réserves mondiales de lithium, le plaçant au cœur des batteries de véhicules électriques et des technologies de stockage d'énergie. L'Argentine a rapidement développé sa production de lithium, tandis que le Chili demeure un *leader* mondial dans le lithium et le cuivre. Ces évolutions positionnent l'Amérique latine comme un fournisseur clé dans la transition énergétique et attirent des investissements importants de la part des grandes puissances, notamment la Chine et les États-Unis.

La production de pétrole et de gaz est également en reprise. Le développement *offshore* et de schiste en Guyana, au Brésil et en Argentine ont entraîné une croissance rapide de la production. La production pétrolière du Guyana a fortement augmenté depuis 2020, le Suriname se prépare à entrer sur le marché, et le Brésil a atteint des niveaux record grâce à des projets en eaux profondes (graphique 1, page 9). L'Argentine renforce également sa position

d'exportateur d'énergie ; par exemple, son accord de gaz naturel liquéfié (GNL) avec l'Allemagne souligne l'importance croissante de l'Amérique latine en tant que partenaire énergétique mondial.

GÉOPOLITIQUE, RÉALIGNEMENT ET DIVERSIFICATION

Les évolutions géopolitiques renforcent davantage les perspectives de la région. La montée des tensions entre les États-Unis et la Chine, combinée aux efforts de diversification des chaînes d'approvisionnement, a favorisé le *nearshoring* vers les Amériques. Le Mexique s'est imposé comme un bénéficiaire majeur, devenant le principal fournisseur de biens aux États-Unis tout en attirant des investissements directs étrangers records dans le secteur manufacturier.

Parallèlement, la Chine a élargi sa présence dans les secteurs des ressources de l'Amérique latine, en particulier dans le lithium. Les États-Unis et l'Europe renforcent également leurs liens avec la région afin de sécuriser l'accès aux minéraux critiques et à l'énergie, consolidant ainsi son importance stratégique dans l'économie mondiale.

L'agriculture demeure un pilier fondamental de la force économique et de l'influence mondiale. En tant que première région exportatrice nette de produits alimentaires, l'Amérique latine joue un rôle essentiel dans la sécurité alimentaire mondiale. Le Brésil et l'Argentine produisent de grandes quantités de soja, de maïs et de bœuf, tandis que l'Amérique centrale domine les exportations de café et de bananes. Le secteur agroalimentaire constitue une source majeure d'emploi et d'activité économique, soutenant les revenus ruraux et le développement inclusif.

Au-delà des matières premières, la région se diversifie progressivement. L'industrie manufacturière, les services financiers, les énergies renouvelables et le tourisme gagnent en *momentum*. Le Mexique continue de renforcer sa base manufacturière grâce au *nearshoring*, tandis que des pays comme le Costa Rica ont développé des industries à forte valeur ajoutée telles que les dispositifs médicaux. La finance digitale se développe rapidement, améliorant l'inclusion financière et attirant les investissements. Les énergies renouvelables jouent un rôle significatif, avec une part élevée d'électricité produite à partir de sources propres. Le tourisme, notamment dans les Caraïbes et en Amérique centrale, a fortement rebondi, rétablissant l'emploi et générant des devises étrangères.

CONTRAINTES STRUCTURELLES

Malgré ces atouts, d'importants défis structurels subsistent. La croissance reste fortement dépendante d'un ensemble restreint de matières premières, exposant les économies à la volatilité des prix et aux chocs externes. En dehors du Mexique, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales demeure limitée, ce qui contribue à une faible productivité et à une stagnation des revenus.

L'intégration régionale est faible, le commerce intra-régional représentant une part relativement modeste des exportations. Cette fragmentation limite les économies d'échelle et réduit l'influence mondiale de la région. Les niveaux élevés de criminalité

et d'insécurité imposent des coûts économiques, découragent les investissements et poussent la main-d'œuvre qualifiée à l'étranger.

Les faiblesses institutionnelles, notamment la corruption et l'instabilité politique, nuisent à la confiance des entreprises. Les lacunes en matière d'infrastructures, en particulier dans les transports et la connectivité digitale, augmentent les coûts et freinent la compétitivité. Les insuffisances en matière d'éducation et de compétences pèsent sur la productivité, tandis que les risques climatiques – tels que les sécheresses et les ouragans – constituent des menaces récurrentes. Le vieillissement de la population exerce également une pression sur les systèmes sociaux. Par ailleurs, l'accès limité au capital et l'incertitude réglementaire peuvent freiner les investissements, notamment dans les secteurs critiques.

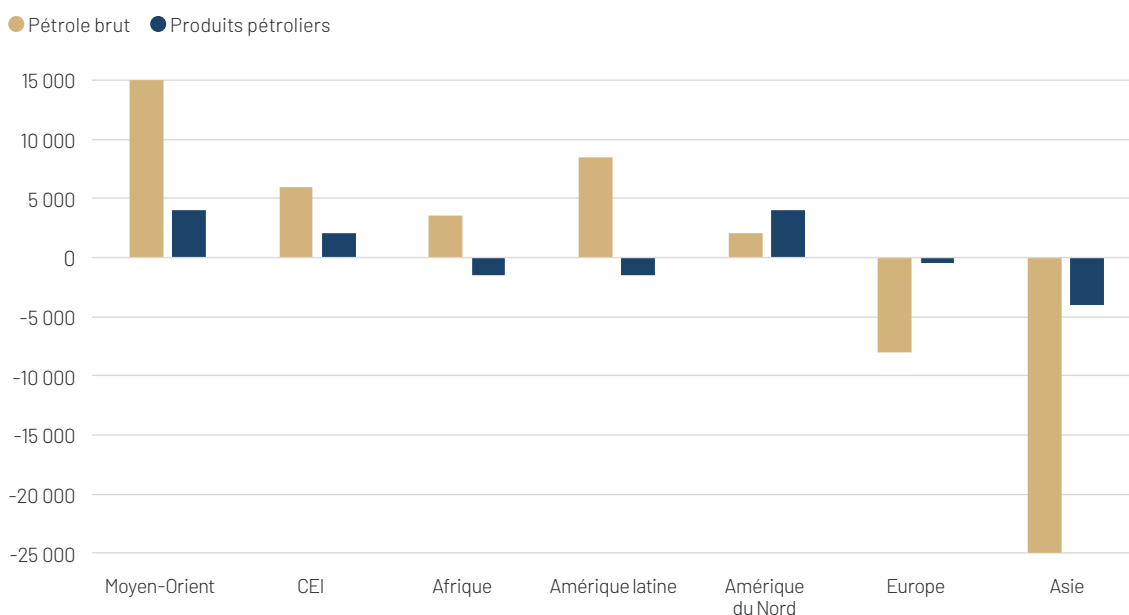
CONCLUSION : UNE THÈSE D'INVESTISSEMENT SOLIDE

L'Amérique latine est bien positionnée pour une croissance à long-terme, soutenue par la richesse de ses ressources, sa résilience économique et sa pertinence stratégique. Pour réaliser pleinement ce potentiel, la région doit renforcer la diversification, approfondir l'intégration régionale, améliorer les institutions et investir dans les infrastructures et le capital humain. Bien que des défis subsistent, l'adaptabilité de la région et son engagement en faveur du progrès constituent une thèse d'investissement solide.



LATAM :
adaptabilité et engagement en faveur du progrès

GRAPHIQUE 1 : BALANCE COMMERCIALE MONDIALE DU PÉTROLE, MILLIERS DE BARILS PAR JOUR



Sources : ENERDATA 2024, Indosuez Wealth Management.

Tensions mondiales, nouvelles couleurs : Focus sur l'Amérique latine



Michael VANDER ELST
Head of Emerging Markets
Fixed Income
Degroof Petercam
Asset Management

La dette des marchés émergents (DME) est de plus en plus reconnue comme une classe d'actifs attrayante pour les investisseurs en quête de diversification, de rendement et de potentiel de croissance. Au cours de la dernière décennie, les marchés émergents ont connu une transformation significative, caractérisée par l'amélioration des cadres de politique économique, une résilience accrue face aux chocs externes et une convergence de la qualité du crédit vers celle des marchés développés.

RÉSILIENCE ET AMÉLIORATION DES POLITIQUES

L'un des développements les plus marquants dans les marchés émergents a été le renforcement des cadres de politique budgétaire et monétaire. Selon le Fonds monétaire international (FMI), ces améliorations ont contribué à une croissance plus élevée, à une réduction de l'inflation et à une vulnérabilité moindre face aux chocs externes. L'adoption de cibles d'inflation et la mise en œuvre de règles budgétaires robustes se sont généralisées, la solidité de ces règles – mesurée par la base juridique, le suivi, l'application et la flexibilité – s'étant nettement améliorée depuis la crise financière mondiale. Par conséquent, les marchés émergents se montrent plus résilients lors des épisodes de « risk-off », enregistrant des sorties de portefeuille moins importantes, un effet de transmission sur les taux de change moins prononcé et des écarts de taux obligataires plus étroits par rapport à la période pré-crise.

ANCRAGE DES ANTICIPATIONS D'INFLATION ET CONVERGENCE DU CRÉDIT

L'ancrage des anticipations d'inflation a davantage stabilisé les économies des marchés émergents, les écarts par rapport aux cibles d'inflation étant désormais plus faibles qu'auparavant. Cela a permis aux banques centrales des marchés émergents de réduire leurs taux à mesure que l'inflation recule, soutenant la valorisation des obligations. Dans le contexte du choc énergétique en cours, les marchés émergents offrent une diversification et présentent des rendements réels attractifs, leurs banques centrales étant promptes à se réajuster à leur expérience dans la gestion de l'inflation, notamment en Amérique latine.

Il est important de noter que la qualité du crédit des marchés émergents converge avec celle des marchés développés, comme en témoignent les notations de crédit pondérées par le PIB. Les réformes structurelles et l'amélioration des politiques budgétaires ont renforcé le profil de crédit des marchés émergents, créant des opportunités pour les investisseurs de bénéficier du resserrement des *spreads* avant d'éventuelles revalorisations de notation (graphique 2, page 11).

RENDEMENTS ET VALORISATIONS ATTRACTIFS

Les obligations des marchés émergents offrent systématiquement des rendements supérieurs à ceux des marchés développés, procurant aux investisseurs un revenu attractif et une prime de risque robuste. À ce jour, un portefeuille bien diversifié de dette des marchés émergents en devise locale affiche un rendement d'environ 8,25 %, ce qui le rend particulièrement intéressant pour ceux qui recherchent un revenu élevé. De plus, les obligations en devise locale peuvent renforcer les performances grâce à une appréciation potentielle des devises, notamment sur les marchés où les monnaies restent sous-évaluées et où les soldes externes s'améliorent. Les différentiels de taux d'intérêt réels sont actuellement bien au-dessus des moyennes historiques, ce qui consolide la thèse d'investissement pour la dette des marchés émergents en offrant une marge significative pour la stabilité des devises – particulièrement pertinente dans un environnement de faiblesse du dollar.



FAIBLE
corrélation avec les
BONS DU
TRÉSOR
AMÉRICAIN

DIVERSIFICATION ET DYNAMIQUES DE MARCHÉ

La dette locale des marchés émergents offre des avantages significatifs en matière de diversification grâce à sa faible corrélation avec les actifs en devise forte et les bons du Trésor américain. La dette locale est principalement détenue par des résidents domestiques, ce qui isole davantage ces marchés des chocs mondiaux. Les moteurs spécifiques des obligations des marchés émergents – tels que l'inflation locale et la politique monétaire – réduisent la volatilité globale des portefeuilles et renforcent la résilience. Malgré ces avantages, la dette des marchés émergents reste sous-allouée par rapport à sa part du PIB mondial et à la taille de ses marchés obligataires, suggérant un potentiel important pour une participation accrue des investisseurs.

DEMANDE MONDIALE ET STRUCTURE DE MARCHÉ

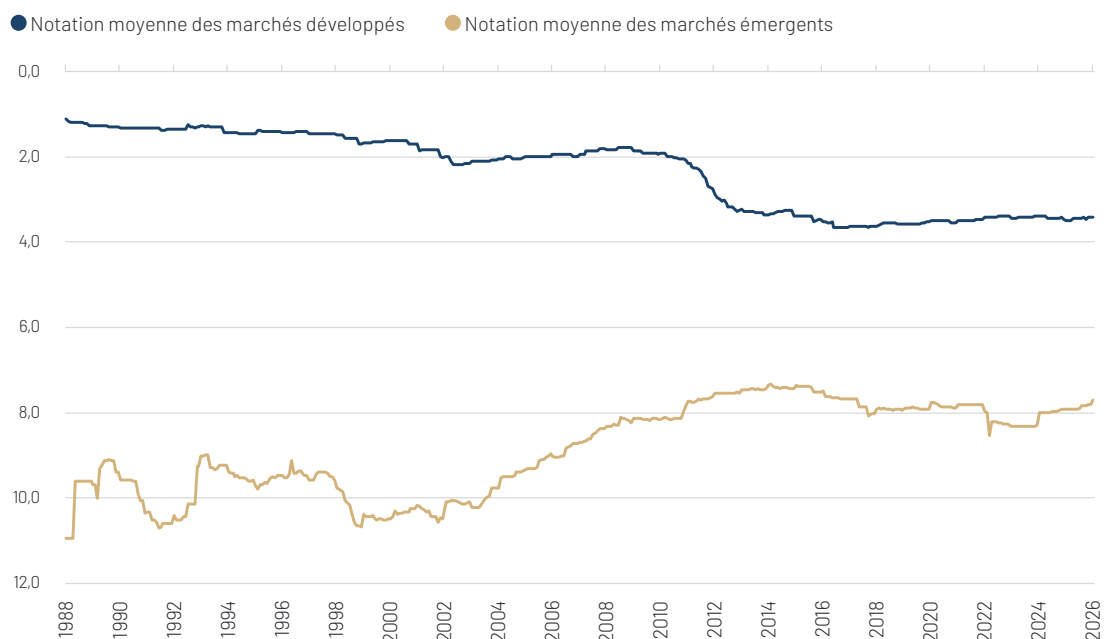
L'intérêt croissant des investisseurs internationaux soutient la liquidité, la stabilité des prix et la réduction des coûts de financement sur les marchés de la dette émergente.

Toutefois, les indices de référence pour la dette des marchés émergents restent concentrés, avec une forte pondération sur l'Asie et un nombre limité de pays représentés. Cela souligne la nécessité d'une approche d'investissement active et d'un univers élargi pour saisir pleinement la diversité et la profondeur des opportunités offertes par cette classe d'actifs.

CONCLUSION : UNE ALLOCATION STRATÉGIQUE POUR LES INVESTISSEURS

Le potentiel de la dette des marchés émergents repose sur l'amélioration des cadres de politique économique, des rendements attractifs, la convergence de la qualité du crédit et les avantages en matière de diversification. Alors que les marchés émergents poursuivent leurs réformes et leur croissance, la DME s'impose comme une allocation stratégique pour les investisseurs souhaitant renforcer le revenu de portefeuille, la résilience et les perspectives de croissance à long-terme. Avec une demande mondiale en hausse et des valorisations toujours attractives, la thèse pour une allocation significative à la dette des marchés émergents n'a jamais été aussi solide.

GRAPHIQUE 2 : CONVERGENCE DE LA QUALITÉ DU CRÉDIT : MARCHÉS ÉMERGENTS VERSUS MARCHÉS DÉVELOPPÉS²



²Notation numérique 0 = AAA.

Sources : Bloomberg, DPAM, T1 2026, Indosuez Wealth Management.

DONNÉES AU 21.05.2026

OBLIGATIONS D'ÉTAT	RENDEMENT	VARIATION 4 SEMAINES (PB)	VARIATION ANNUELLE (PB)
Bons du Trésor américain 10 ans	4,57 %	24,52	40,26
France 10 ans	3,73 %	6,30	16,40
Allemagne 10 ans	3,10 %	9,10	24,40
Espagne 10 ans	3,53 %	6,10	24,40
Suisse 10 ans	0,60 %	17,60	27,70
Japon 10 ans	2,76 %	34,40	70,20

OBLIGATIONS	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Emprunts d'État émergents	41,73	-0,66 %	0,38 %
Emprunts d'État en EUR	213,30	-0,12 %	-0,28 %
Entreprises haut rendement en EUR	243,45	0,29 %	0,51 %
Entreprises haut rendement en USD	397,54	-0,16 %	1,03 %
Emprunts d'État américains	335,05	-0,57 %	-0,29 %
Entreprises émergentes	45,52	-0,74 %	-0,76 %

DEVICES	DERNIER SPOT	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
EUR/CHF	0,9138	-0,54 %	-1,81 %
GBP/USD	1,3431	-0,27 %	-0,33 %
USD/CHF	0,7867	0,04 %	-0,74 %
EUR/USD	1,1619	-0,55 %	-1,08 %
USD/JPY	158,98	-0,46 %	1,45 %

INDICE DE VOLATILITÉ	DERNIER	VARIATION 4 SEMAINES (POINT)	VARIATION ANNUELLE (POINT)
VIX	16,76	-2,55	1,81

INDICES ACTIONS	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
S&P 500 (États-Unis)	7 445,72	4,75 %	8,77 %
FTSE 100 (Royaume-Uni)	10 443,47	-0,13 %	5,16 %
STOXX Europe 600	620,56	1,04 %	4,79 %
Topix	3 853,81	3,70 %	13,05 %
MSCI World	4 777,49	3,57 %	7,83 %
Shanghai SE Composite	4 783,10	-0,07 %	3,31 %
MSCI Emerging Markets	1 675,52	4,77 %	19,31 %
MSCI Latam (Amérique Latine)	3 070,37	-5,68 %	13,33 %
MSCI EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique)	262,31	-2,87 %	1,20 %
MSCI Asia Ex Japan	1 107,39	6,42 %	21,24 %
CAC 40 (France)	8 086,00	-1,72 %	-0,78 %
DAX (Allemagne)	24 606,77	1,87 %	0,48 %
MIB (Italie)	49 168,70	2,63 %	9,40 %
IBEX (Espagne)	17 975,20	0,50 %	3,86 %
SMI (Suisse)	13 446,43	1,50 %	1,35 %

MATIÈRES PREMIÈRES	DERNIER PRIX	VARIATION 4 SEMAINES	VARIATION ANNUELLE
Acier (CNY/Tonne)	3 151,00	0,74 %	1,48 %
Or (USD/Oz)	4 543,05	-3,22 %	5,18 %
Pétrole brut (USD/Bbl)	96,35	0,52 %	67,80 %
Argent (USD/Oz)	76,41	1,21 %	8,23 %
Cuivre (USD/Tonne)	13 515,50	1,20 %	8,79 %
Gaz naturel (USD/MMBtu)	3,02	15,46 %	-18,12 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

RENDEMENT MENSUEL DES INDICES, HORS DIVIDENDES

● FTSE 100 ● Topix ● MSCI World ● MSCI EMEA ● MSCI Emerging Markets
● STOXX 600 ● S&P 500 ● Shanghai SE Composite ● MSCI Latam ● MSCI Asia Ex Japan

FÉVRIER 2026	MARS 2026	AVRIL 2026	VARIATION 4 SEMAINES	DEPUIS LE DÉBUT DE L'ANNÉE (21.05.2026)
10,44 %	-1,66 %	16,19 %	6,42 %	21,24 %
6,72 %	-3,72 %	14,53 %	4,77 %	19,31 %
5,79 %	-4,76 %	10,42 %	4,75 %	13,33 %
5,41 %	-4,89 %	9,45 %	3,70 %	13,05 %
3,74 %	-5,30 %	8,03 %	3,57 %	8,77 %
3,70 %	-5,57 %	6,56 %	1,04 %	7,83 %
1,54 %	-6,30 %	4,83 %	-0,07 %	5,16 %
0,64 %	-6,67 %	3,36 %	-0,13 %	4,79 %
0,09 %	-7,61 %	2,82 %	-2,87 %	3,31 %
-0,87 %	-9,43 %	1,99 %	-5,68 %	1,20 %

Sources : Bloomberg, Indosuez Wealth Management.
Les performances passées ne préjugent pas des performances futures.

MEILLEURE PERFORMANCE



MOINS BONNE PERFORMANCE



Découvrez l'équipe éditoriale internationale d'Indosuez Wealth Management, dédiée à transmettre avec précision et efficacité les stratégies d'investissement élaborées par nos experts à travers le monde, avec pour ambition de garantir à nos clients un service d'exception.

**Delphine
DI PIZIO TIGER**
Deputy Global Head of
Investment Management

**Alexandre
DRABOWICZ, CAIA**
Global Chief
Investment Officer

**Jérôme
VAN DER BRUGGEN**
Chief Market Strategist

Bénédicte KUKLA
Chief Strategist

Lucas MERIC
Cross Asset Strategist

Francis TAN
Chief Strategist Asia

Alexandre GAUTHY
Senior Cross-Assets Manager /
Market Forex Strategist

Grégory STEINER, CFA
Global Head of
Asset Allocation

Jean-Marc TURIN, CFA
Head of Patrimonial Funds

Adrien ROURE
Multi-Asset Portfolio Manager

Mafalda DOS SANTOS
Global Head of
Content Marketing

Blockchain : Technologie de stockage et de transmission d'informations, prenant la forme d'une base de données qui a la particularité d'être partagée simultanément avec tous ses utilisateurs et qui ne dépend généralement d'aucun organe central.

BLS : Bureau américain des statistiques de l'emploi (Bureau of Labor Statistics).

BPA : Bénéfice par action.

Brent : Un type de pétrole brut doux, souvent utilisé comme référence du cours du pétrole brut en Europe.

Cycliques : Les (valeurs) Cycliques désignent des entreprises soumises aux fluctuations de l'économie. Ces entreprises enregistrent des bénéfices plus élevés lorsque l'économie est en expansion.

Défensives : Les (valeurs) Défensives désignent des entreprises relativement à l'abri des fluctuations du contexte économique.

Déflation : La déflation est l'opposé de l'inflation. À l'inverse de cette dernière, elle se caractérise en effet par une baisse durable et auto-entretenu du niveau général des prix.

Duration : Elle évalue la sensibilité d'une obligation ou d'un fonds obligataire aux variations des taux d'intérêt. Cette valeur est exprimée en années. Plus la durée d'une obligation est longue, plus son cours est sensible aux variations des taux d'intérêt.

EBIT (Earnings Before Interests and Taxes) : Terme anglo-saxon désignant les bénéfices générés avant la prise en compte des intérêts financiers et des impôts. Ce ratio, qui correspond à la notion de résultat d'exploitation, est calculé en soustrayant les dépenses hors exploitation aux bénéfices.

EBITDA (Earnings Before Interests, Taxes, Depreciation and Amortisation) : Ce ratio est calculé en rajoutant les intérêts financiers, les impôts, la dépréciation et les charges d'amortissement aux bénéfices. Il est utilisé pour mesurer la rentabilité du cycle d'exploitation de l'entreprise avant les dépenses hors exploitation et les charges hors caisse.

ESG : Système de notation extra-financière des entreprises sur les piliers Environnement, Social et Gouvernance qui permet d'évaluer la soutenabilité et l'impact éthique d'un investissement dans une société.

Fed : Réserve fédérale américaine, c.-à-d. la banque centrale des États-Unis.

FDIC : Federal Deposit Insurance Corporation est une agence indépendante du gouvernement des États-Unis qui assure les dépôts des particuliers dans les banques et autres institutions financières jusqu'à 250 000 dollars en cas de faillite de la banque.

FMI : le Fonds monétaire international.

FOMC (Federal Open Market Committee) : Il est l'organe de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine.

GENIUS Act : est l'acronyme de Guiding and Establishing National Innovation for US Stablecoins Act est une loi fédérale américaine adoptée en juillet 2025 qui établit un cadre réglementaire pour les stablecoins, des cryptomonnaies dont la valeur est adossée à une monnaie fiduciaire comme le dollar américain.

Growth : Le style *Growth* désigne des entreprises dont le chiffre d'affaires et les bénéfices devraient croître à un rythme plus rapide que la moyenne du marché. Les actions *Growth* se caractérisent généralement par des valorisations supérieures à celle du marché dans son ensemble.

IDA : Indice des directeurs d'achat, PMI (Purchasing Manager Index) en anglais.

Indice de surprises économiques : Mesure le niveau de variation des données macroéconomiques publiées par rapport aux anticipations des prévisionnistes.

IPC (indice des prix à la consommation) : Cet indice estime le niveau général des prix auquel est confronté un ménage type sur la base d'un panier de consommation moyen de biens et de services. Il est l'instrument de mesure de l'inflation le plus couramment utilisé.

ISM : Institute for Supply Management, Institut pour la gestion de l'approvisionnement en français.

ISR : Investissement socialement responsable.

Nearshoring (régionalisation) : Décrit par l'OCDE comme la décision de relocaliser des activités précédemment délocalisées.

Notations : Les notations des obligations vont généralement de AAA (meilleure qualité) à C (qualité la plus faible), dans un ordre décroissant : AAA - AA - A - BBB - BB - B - CCC - CC - C.

Obligations à haut rendement : Les obligations à haut rendement sont de moins bonne qualité que les obligations *investment grade* tout en faisant et pour la plupart d'entre elles, l'objet d'une notation par une agence spécialisée.

OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.

« One Big Beautiful Bill Act » (en français, Grande et belle loi) : Est le nom donné à un projet de loi global de réconciliation budgétaire adopté par le Congrès américain et signé par le président Trump le 4 juillet 2025. C'est une législation vaste et complexe qui comprend de nombreuses dispositions affectant divers aspects de la vie américaine, notamment les impôts, les soins de santé, la politique énergétique, et bien plus encore.

OPEP : Organisation des pays producteurs de pétrole composée de 14 membres.

OPEP+ : Organisation constituée des pays de l'OPEP et de 10 autres pays producteurs, dont la Russie, le Mexique et le Kazakhstan.

OMC : Organisation mondiale du commerce.

PIB (produit intérieur brut) : Mesure le niveau de production de biens et services d'un pays au cours d'une année par les agents résidant à l'intérieur du territoire national.

Point de base (pb) : 1 point de base = 0,01%.

Point mort d'inflation (ou « inflation breakeven » en anglais) : Niveau d'inflation qui équilibre les rendements des obligations nominales et des obligations indexées sur l'inflation (de maturité et de qualité identiques). En d'autres termes, c'est le niveau d'inflation pour lequel un investisseur est indifférent entre la détention d'une obligation nominale ou d'une obligation indexée sur l'inflation. Il représente ainsi les anticipations d'inflation sur une zone géographique pour une certaine maturité.

Qualité : Le style *Qualité* désigne des entreprises affichant des bénéfices plus élevés et plus réguliers associés à un faible endettement, ainsi que d'autres indicateurs de stabilité des bénéfices et de bonne gouvernance. Les actions de *Qualité* se caractérisent par un rendement élevé des capitaux propres, un ratio dette/capitaux propres raisonnable et une moindre variabilité des bénéfices.

Quantitative easing QE (Assouplissement quantitatif) : Instrument de politique monétaire par l'intermédiaire duquel la banque centrale acquiert des actifs, par exemple des obligations, afin d'injecter des liquidités dans l'économie.

SAFE (« Security Action For Europe ») : est un programme européen doté de 150 milliards d'euros visant à faciliter les achats d'armement en commun par les États membres de l'UE. Il fait partie d'un plan plus large de réarmement du continent, présenté par la Commission européenne, qui vise à mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros.

SEC (Securities and Exchange Commission) : Organisme fédéral américain indépendant en charge du bon fonctionnement des marchés financiers.

Spread (pour Spread de crédit) : Correspond à l'écart entre deux actifs, généralement entre les taux d'intérêt, par exemple entre le taux d'une obligation d'entreprise et celui d'une obligation d'État.

Stagflation : La *stagflation* désigne une situation dans laquelle une inflation élevée coexiste avec une stagnation de la production économique.

Taux swap d'inflation 5 ans dans 5 ans : Mesure du marché de ce que seront les anticipations d'inflation à cinq ans dans cinq ans. Il donne une fenêtre sur la façon dont les anticipations d'inflation peuvent changer à l'avenir.

Value : Le style *Value* désigne des entreprises qui se négocient avec une décote par rapport à leurs fondamentaux. Les actions *Value* se caractérisent par un rendement du dividende élevé et de faibles ratios cours/valeur comptable et cours/bénéfices.

VIX : Indice de volatilité implicite de l'indice S&P 500. Il mesure les anticipations des opérateurs sur la volatilité à 30 jours sur la base des options contractées sur l'indice.

Ce document intitulé « Monthly House View » (la « Brochure ») est publié exclusivement à titre de communication marketing.

Les langues dans lesquelles la Brochure est rédigée font partie des langues de travail d'Indosuez Wealth Management.

Les informations publiées dans la Brochure n'ont pas été revues ni soumises à l'approbation ou l'autorisation d'une quelconque autorité de régulation ou de marché dans aucune juridiction.

La Brochure n'est pas pensée pour, ou destinée à des personnes d'un pays en particulier.

La Brochure n'est pas destinée à des personnes citoyennes, domiciliées ou résidentes d'un pays ou d'une juridiction dans lesquels sa distribution, sa publication, sa disponibilité ou son utilisation contreviendraient aux lois ou réglementations applicables.

Le présent document ne constitue ni ne contient une offre ou une invitation à acheter ou à vendre un instrument et/ou un service financier, quel qu'il soit. De même, il ne constitue en aucune manière un conseil ou une recommandation de stratégie, d'investissement ou de désinvestissement personnalisé ou général, ni un conseil juridique ou fiscal, un conseil en matière d'audit ou tout autre conseil de nature professionnelle. En aucun cas ce document n'affirme qu'un investissement ou une stratégie est adapté et approprié à une situation individuelle ou qu'un investissement ou une stratégie constitue un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.

Sauf indication contraire, la date pertinente dans ce document est la date d'édition mentionnée à la dernière page du présent avertissement. Les informations contenues dans le présent document sont fondées sur des sources considérées comme fiables. Nous faisons de notre mieux pour assurer l'actualité, l'exactitude et l'exhaustivité des informations contenues dans ce document. Toutes les informations, ainsi que tous les prix, valorisations de marché et calculs indiqués dans le présent document sont susceptibles d'être modifiés sans préavis. Les prix et les performances passés ne préjugent pas nécessairement des prix et des performances futurs.

Les risques incluent, entre autres, les risques politiques, les risques de crédit, les risques de change, les risques économiques et les risques de marché. Avant toute transaction, vous devez consulter votre conseiller et, si nécessaire, obtenir l'avis d'un conseiller professionnel indépendant concernant les risques et toutes les conséquences juridiques, réglementaires, fiscales comptables et de crédit. Nous vous recommandons de contacter vos conseillers habituels afin de prendre vos décisions de manière indépendante, à la lumière de votre situation financière et de vos connaissances et expérience financières.

Les taux de change sont susceptibles d'affecter négativement la valeur, le prix ou les revenus de l'investissement après conversion dans la monnaie de référence de l'investisseur.

CA Indosuez, société de droit français, maison mère de l'activité de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, et ses filiales ou entités apparentées, à savoir CA Indosuez (Switzerland) SA, CA Indosuez Wealth (Europe), CFM Indosuez Wealth, leurs filiales, succursales et bureaux de représentation respectifs, quel que soit leur lieu d'implantation, exercent leurs activités sous la marque unique Indosuez Wealth Management. Chacune des filiales, leurs propres filiales, succursales et bureaux de représentation, ainsi que chacune des autres entités de Indosuez Wealth Management sont désignés individuellement par l'« Entité » et collectivement par les « Entités ».

Les Entités ou leurs actionnaires et plus généralement les entreprises du groupe Crédit Agricole (le Groupe) ainsi que, respectivement, leurs mandataires sociaux, dirigeants ou employés peuvent, en leur nom personnel ou au nom et pour le compte de tiers, réaliser des transactions sur les instruments financiers présentés dans la Brochure, détenir d'autres instruments financiers liés à l'émetteur ou au garant de ces instruments financiers, ou fournir ou chercher à fournir des services concernant les titres, des services financiers ou tout autre type de service pour ou à partir des Entités. Lorsqu'une Entité et/ou une entité du Groupe Crédit Agricole agit en tant que conseiller et/ou gérant, administrateur, distributeur ou agent de placement pour certains produits ou services mentionnés dans la Brochure, ou exécute d'autres services dans lesquels une Entité ou le Groupe Crédit Agricole détient ou est susceptible de détenir un intérêt direct ou indirect, votre Entité accorde la priorité à l'intérêt de l'investisseur.

Certains investissements, produits et services, y compris la garde des titres, peuvent être soumis à des restrictions légales et réglementaires ou ne pas être disponibles dans le monde entier sans restriction, compte tenu de la législation de votre pays d'origine, de votre pays de résidence ou de tout autre pays avec lequel vous pourriez avoir des liens. En particulier, les produits et services présentés dans la Brochure ne sont pas destinés aux résidents des États-Unis et du Canada. Ces produits ou services peuvent être fournis par les Entités selon leurs prix et conditions contractuels, conformément aux lois et réglementations applicables et sous réserve de leur licence. Ils peuvent être modifiés ou retirés à tout moment sans notification.

Veillez contacter votre chargé de relations clientèle pour plus d'informations.

Chaque entité met la Brochure à la disposition de ses clients conformément aux réglementations applicables :

- **en France** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez, société anonyme au capital de 853 571 130 euros, maison mère du groupe Indosuez et établissement bancaire de plein exercice agréé pour la fourniture de services d'investissement et l'activité de courtage en assurance, dont le siège social est situé 17, rue du Docteur Lancereaux, 75008 Paris, France, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 572 171 635 (numéro individuel d'identification d'assujetti TVA : FR 075 72 17 16 35) ;
- **au Luxembourg** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 39 allée Scheffer L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro B91.986 et bénéficiant du statut d'établissement de crédit agréé établi au Luxembourg et contrôlé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) ;

- **en Espagne** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe) Sucursal en Espana, supervisée par le Banco de Espana (www.bde.es) et la Commission nationale espagnole du marché des valeurs mobilières (Comision Nacional del Mercado de Valores, CNMV, www.cnmv.es), une succursale de CA Indosuez Wealth (Europe). Adresse : Paseo de la Castellana numero 1, 28046 Madrid (Espagne), enregistrée auprès de la Banque d'Espagne sous le numéro 1545. Enregistrée au Registre du commerce et des sociétés de Madrid sous le numéro T 30.176.F 1.S 8, H M-54370, CIF ;

- **en Italie** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), succursale d'Italie basée à Piazza Cavour 2, 20121 Milan, Italie, inscrite au Registre des Banques no. 8097, code fiscal et numéro d'enregistrement au Registre du Commerce de Milan, Monza Brianza et Lodi n. 97902220157 ;

- **au Portugal** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez Wealth (Europe), Sucursal em Portugal basée à Avenida da Liberdade, 190, 2.º B - 1250-147 Lisboa, Portugal, inscrite à la Banque du Portugal sous le numéro 282, code fiscal 980814227 ;

- **en Belgique** : la Brochure est distribuée par la Banque Degroof Petercam SA, située Rue de l'Industrie 44 B-1040 Bruxelles, Belgique, enregistrée au Registre des Entreprises sous le numéro 0403 212 172, inscrite à la Banque-Carrefour des Entreprises (base de données des entreprises belges) sous le numéro de TVA BE 0403 212 172 (RPM Bruxelles) ;

- **au sein de l'Union européenne** : la Brochure peut être distribuée par les entités Indosuez Wealth Management autorisées dans le cadre de la Libre circulation des services ;

- **à Monaco** : la Brochure est distribuée par CFM Indosuez Wealth, 11, Boulevard Albert 1er - 98 000 Monaco, enregistrée au Registre de l'Industrie et du commerce de Monaco sous le numéro 56S00341, agrément : EC/2012-08 ;

- **en Suisse** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Quai Général-Guisan 4, 1204 Genève et par CA Indosuez Finanziaria SA, Via F. Pelli 3, 6900 Lugano, ainsi que par leurs succursales et/ou agences suisses. La Brochure est un document marketing et ne constitue pas le produit d'une analyse financière au sens des directives de l'Association suisse des banquiers (ASB) concernant l'indépendance des analyses financières au sens de la loi suisse. En conséquence, ces directives ne sont pas applicables à la Brochure ;

- **dans la Région administrative spéciale de Hong Kong** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Hong Kong Branch, Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway - Hong Kong. Aucune information contenue dans la Brochure ne constitue une recommandation d'investissement. La Brochure n'a pas été soumise à l'avis de la Securities and Futures Commission (SFC) ou de toute autre autorité réglementaire à Hong Kong. La Brochure et les produits qu'elle peut mentionner n'ont pas été autorisés par la SFC au sens des sections 103, 104, 104A ou 105 de l'Ordonnance sur les titres et les contrats à terme (Cap. 571) (SFO) ;

- **à Singapour** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch, 2 Central Boulevard, West Tower #12-02, 101 Central Boulevard Towers, 018916 Singapour. À Singapour, la Brochure est destinée exclusivement aux Investisseurs qualifiés, Investisseurs institutionnels ou Investisseurs experts au sens de la Loi sur les titres et les contrats à terme de Singapour 2001. Pour toute question concernant la Brochure, les destinataires de Singapour peuvent contacter CA Indosuez (Switzerland) SA, Singapore Branch ;

- **au DIFC** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Suisse) SA, DIFC Branch, Al Fattan Currency House, Tower 2 - Level 23 Unit 4 DIFC PO Box 507232 Dubai - UAE, une société réglementée par la Dubai Financial Services Authority (« DFSA »). La présente Brochure est uniquement destinée aux clients professionnels et/ou contreparties de marché. Aucune autre personne ne doit agir sur la base de celle-ci. Les produits ou services financiers dont il est question dans la présente Brochure seront uniquement mis à disposition des clients satisfaisant les critères de la DFSA relatifs aux clients professionnels et/ou aux contreparties de marché. La présente Brochure est fournie exclusivement à titre d'information. Elle ne doit pas être interprétée comme une offre d'achat ou de vente ou la sollicitation d'une offre d'achat ou de vente d'un quelconque instrument financier ou de participation à une stratégie de négociation en particulier dans toute juridiction ;

- **aux EAU** : la Brochure est distribuée par CA Indosuez (Switzerland) SA, Abu Dhabi Representative Office, Zayed - The 1st Street- Nayel & Bin Harmal Tower, 5th Floor office 504, P.O. Box 44836 Abu Dhabi, Émirats arabes unis. CA Indosuez (Switzerland) SA conduit ses activités aux Émirats arabes unis (EAU) via son bureau de représentation, placé sous le contrôle de la Banque Centrale des EAU Conformément aux règles et réglementations applicables aux EAU, le bureau de représentation de CA Indosuez (Switzerland) SA ne peut exercer aucune activité bancaire. Il est uniquement autorisé à commercialiser et promouvoir les activités et produits de CA Indosuez (Switzerland) SA. La Brochure ne constitue pas une offre destinée à une personne spécifique ou au grand public ni une invitation à soumettre une offre. Elle est distribuée sur une base privée et n'a pas été revue ou approuvée par la Banque Centrale des EAU ou par une autre autorité réglementaire des EAU ;

- **autres pays** : les lois et réglementations des autres pays sont aussi susceptibles de limiter la distribution de cette Brochure. Les personnes en possession de cette publication doivent s'informer sur les éventuelles restrictions légales et les respecter.

La Brochure ne peut être photocopiée, reproduite ou distribuée, en partie ou en totalité, sous quelque forme que ce soit, sans l'accord préalable de votre Banque.

© 2026, CA Indosuez (Switzerland) SA/Tous droits réservés.

Crédits photo : AdobeStock.

Achevé de rédiger le 22.05.2026.

Présence internationale

NOTRE HISTOIRE

Indosuez Wealth Management est la marque mondiale de gestion de fortune du groupe Crédit Agricole, 10ème banque au monde par le bilan (The Banker 2025).

Depuis plus de 150 ans, Indosuez Wealth Management accompagne des grands clients privés, familles, entrepreneurs et investisseurs professionnels pour la gestion de leur patrimoine privé comme professionnel. La banque propose une approche sur-mesure permettant à chacun de ses clients de préserver et développer son patrimoine au plus près de ses aspirations. Ses équipes proposent un continuum de services et d'offres intégrant conseil, financement, solutions d'investissement, fund servicing, solutions technologiques et bancaires.

Indosuez Wealth Management rassemble plus de 4 300 collaborateurs dans 15 territoires à travers le monde : en Europe (Allemagne, Belgique, Espagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Monaco et Suisse), en Asie-Pacifique (Hong Kong RAS, Nouvelle-Calédonie et Singapour), et au Moyen-Orient (Abu Dhabi, Dubaï).

Avec 215 milliards d'euros d'actifs clients à fin décembre 2024, Indosuez Wealth Management figure parmi les leaders européens de la gestion de fortune.

Plus d'informations sur <https://ca-indosuez.com/>



INDOSUEZ WEALTH MANAGEMENT

Indosuez Wealth Management s'appuie sur un patrimoine exceptionnellement riche, fondé sur des relations à long terme, une expertise financière et notre réseau financier international :

Asie Pacifique

HONG KONG RAS

Suite 2918, Two Pacific Place - 88 Queensway
Hong Kong
T. +852 37 63 68 68

NOUMÉA

Le Commodore - Promenade Roger Laroque,
Anse Vata
98800 Nouméa - Nouvelle-Calédonie
T. +687 27 88 38

SINGAPOUR

2 Central Boulevard, West Tower #12-02,
IOI Central Boulevard Towers,
018916 Singapour
T. +65 64 23 03 25

Europe

BRUXELLES

Rue de l'Industrie 44
1000 Bruxelles - Belgique
T. +32 2 287 91 11

GENÈVE

Quai Général-Guisan 4
1204 Genève - Suisse
T. +41 58 321 90 00

LISBONNE

Avenida da Liberdade, n.º190, 2ºB
1250 - 147 Lisbonne - Portugal
T. +351 211 255 360

LUXEMBOURG

39, Allée Scheffer
L-2520 Luxembourg
T. +352 24 67 1

MADRID

Paseo de la Castellana 1
28046 Madrid - Espagne
T. +34 91 310 99 10

MILAN

Piazza Cavour 2
20121 Milan - Italie
T. +39 02 722 061

MONACO

11, Boulevard Albert 1^{er}
98000 Monaco
T. +377 93 10 20 00

PARIS

17, Rue du Docteur Lancereaux
75008 Paris - France
T. +33 1 40 75 62 62

Moyen-Orient

ABU DHABI

Zayed - The 1st Street -
Nayel & Bin Harmal Tower,
5th Floor office 504
PO Box 44836 Abu Dhabi
T. +971 2 631 24 00

DIFC

Al Fattan Currency House, Tower 2
Level 23 Unit 4 DIFC
PO Box 507232 Dubaï
T. +971 4 350 60 00